



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement

L'environnement océanien, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures

PO Box 240, Apia, Samoa

E: sprep@sprep.org

T: +685 21929

F: +685 20231

W: www.sprep.org



Vingt-quatrième Conférence du PROE

17-19 septembre 2013
Apia (Samoa)

Point 9.4.4 de l'ordre du jour : Faciliter le développement résilient dans le Pacifique : renforcement des capacités en matière d'analyse coûts-avantages (Initiative P-CBA)

Objet du document

1. Lancer un appel à manifestation d'intérêt concernant la participation à un programme de renforcement des capacités en matière d'analyse coûts-avantages, désigné Initiative océanienne sur l'analyse coûts-avantages (Initiative P-CBA), dans le but d'étayer les processus décisionnels des Membres du PROE.

Contexte

2. Ces dix dernières années, l'analyse coûts-avantages (ACA) a été de plus en plus utilisée pour orienter la conception des projets océaniques de gestion de l'environnement et des ressources naturelles et couvre désormais le changement climatique et les risques de catastrophe ainsi que leurs impacts environnementaux et socioéconomiques. L'adoption de cet outil d'analyse économique contribue à l'efficacité des projets et politiques, tant au niveau de leur conception que de leur mise en œuvre à l'échelon régional.

3. À ce jour, la majorité des analyses économiques ont été réalisées par des organisations du CORP, des partenaires de développement, des consultants, etc. car peu de Membres ont une connaissance suffisante de l'ACA (les compétences des petits pays sont particulièrement limitées dans ce domaine).

4. Un programme de renforcement des capacités sur l'ACA a récemment été mis en œuvre par le Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC). Le rapport d'évaluation de ce programme est disponible à <http://www.pacificclimatechange.net/index.php/eresources/documents?task=view&id=737&catid=121>.

5. Ce programme a suscité un intérêt croissant pour le renforcement des capacités sur l'ACA, comme en atteste l'assistance sollicitée dans ce domaine par les Fidji, Tuvalu, Kiribati et Vanuatu.

6. Ces demandes d'assistance sont également en partie motivées par les exigences des donateurs, qui stipulent que les nouveaux projets doivent être efficaces sur le plan économique, acceptables sur le plan écologique et équitables, pour veiller à ce que les fonds destinés à la lutte contre le changement climatique ou à d'autres fins soient affectés aux projets les plus utiles et les plus viables. L'absence de compétences permettant de respecter ces exigences peut entraver l'accès à des projets de développement financés aux niveaux interne ou externe ou leur mise en œuvre.

7. L'Initiative P-CBA proposée a été présentée à la conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum en juillet, à la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique de 2013, et à l'atelier sur le financement de l'action climatique en juin 2013.

8. Des organisations du CORP et des organismes de développement international ont constitué un groupe de travail chargé d'aborder conjointement la question du renforcement des capacités sur l'ACA de manière cohérente et stratégique. Ces 15 derniers mois, ce groupe de travail (PROE, CPS, GIZ, PIFS) a collaboré à la conception et à la délivrance de cours de formation dans les pays, à l'élaboration d'un guide sur l'analyse coûts-avantages et à la rédaction, avec l'assistance du PNUD, de la présente proposition concernant le renforcement des capacités stratégiques d'analyse économique.

9. Une ébauche de l'Initiative P-CBA a été élaborée. Elle est résumée à l'**annexe 1**.

10. Des liens étroits existent entre cette initiative et les travaux menés par la division Surveillance environnementale et gouvernance sur les études d'impact sur l'environnement à tous les niveaux, à savoir aux niveaux des projets, des politiques et des orientations stratégiques. Ces deux initiatives sont complémentaires et leur intégration précoce permettra de veiller à ce qu'elles se renforcent mutuellement.

11. Les Membres sont donc invités à s'exprimer sur le niveau et le type d'assistance recherchés concernant le renforcement des capacités sur l'ACA en soumettant des lettres de manifestation d'intérêt. Ces informations nous aideront à élaborer la proposition concernant l'Initiative P-CBA.

12. Les informations devant figurer dans une lettre de manifestation d'intérêt sont reproduites à l'**annexe 2**.

Recommandations

13. La Conférence est invitée à :

- **approuver** l'Initiative P-CBA proposée et **s'exprimer** sur la voie à suivre ;
- **demander** que les Membres océaniques soumettent une lettre de manifestation d'intérêt au groupe de travail sur l'Initiative P-CBA par le biais de leurs correspondants nationaux, qui coordonneront cette initiative avec leur ministère des Finances.